

MARDI 27 JANVIER 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Arabie Saoudite : on ne change pas de chef en pleine bataille p.2
- = La preuve que « tout va bien » : IBM va licencier 110 000 employés à travers la planète! p.4
- = Pétrole, Moyen-Orient, Charlie Hebdo... Derniers tests de résilience du « modèle » occidental : suicide ou adaptation p.6
- = Le vol de votre argent : ce à quoi les Grecs ont dit NON p.10
- = Grèce... p.13
- = « Et pourtant le soleil s'est levé ! » p.15
- = SYRIZA VEUT MARQUER DES POINTS p.19
- = La dette, mémoire de l'économie, le devoir d'oubli p.22
- = Le Woodstock des marchés p.29
- = Encore un effort ! p.32
- = Notre Etat, tel Chronos, mange ses enfants p.34
- = Les pauvres, mal aimés des banques centrales p.36
- = Le message d'espoir de SYRIZA p.38
- = Europe – Etats Unis : l'heure de la grande dépression a sonné ! p.41
- = « Si la Grèce disparaissait, on ne s'en apercevrait même pas » p.44



VIDÉOS du JOUR



Partie 1 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/olivier-delamarche-vs-marc-riez-12-la-bce-peut-elle-alleger-la-dette-grecque-2601-396299.html>

Partie 2 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/olivier-delamarche-vs-marc-riez-22-les-retombees-du-qe-de-la-bce-seront-elles-positives-2601-396309.html>

Arabie Saoudite : on ne change pas de chef en pleine bataille

Par Aymeric de Villaret. Publié le 27 janvier 2015 dans Énergie Contrepoints

Le nouveau roi d'Arabie Saoudite Salman a été extrêmement rapide en confirmant le jour même du décès du roi Abdullah à son poste de ministre du

pétrole Ali al-Naimi.



Tel pourrait être le message donné par le nouveau roi d'Arabie Saoudite Salman après le décès du roi Abdullah. En effet, c'est une véritable guerre des prix qu'a engagé le ministre du pétrole Ali al-Naimi en maintenant inchangés, lors de la dernière réunion de l'OPEP du 27 novembre dernier, les quotas de production de l'organisation.

Décision rapide du maintien à son poste de Ali al-Naimi

Le nouveau roi d'Arabie Saoudite Salman a été extrêmement rapide en confirmant, le jour même du décès du roi Abdullah (vendredi 23 janvier), à son poste de ministre du pétrole Ali al-Naimi. Et cela alors que certains annonçaient son départ à la mort du roi.

Peu de réaction des marchés au décès du roi Abdullah

De ce fait, en pleine guerre des prix, le décès de l'ancien roi n'a eu que très peu d'impact sur les cours du baril. Comme l'indique l'évolution des cours du brut vendredi 23, après une hausse à l'ouverture consécutive aux craintes quant à des changements éventuels de politique, le Brent a fini la journée en léger repli (-0,92%).



Le roi Salman pouvait-il faire autrement ?

En effet, c'est une véritable guerre des prix qui est déclenchée depuis l'automne dernier à l'initiative de l'Arabie Saoudite avec en première ligne le ministre saoudien du pétrole et des ressources minérale Ali-al-Naimi.

C'est lui le responsable de la politique actuelle et changer le Général en pleine campagne serait revenu à « désavouer » plus ou moins cette politique. Dans ce cadre, il est difficile d'imaginer un successeur à Ali al-Naimi avant d'en voir les premiers fruits.

Ali al-Naimi : quatrième ministre du pétrole de l'Arabie Saoudite

Ses prédécesseurs furent :

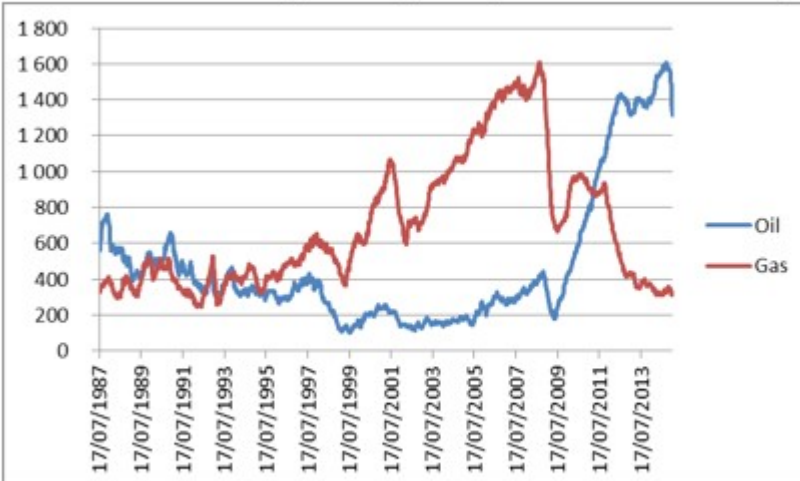
1. Abdullah al-Tarihi (1960-1962)
2. Ahmed Zaki Yamani (1962-1986)
3. Hisham Nazer (1986-1995)

Naimi est ministre depuis 1995 alors qu'il était le PDG de Saudi Aramco qu'il avait rejoint à l'âge de 12 ans. Force est de constater que même en ne faisant pas partie de la famille royale, il a survécu à deux chutes du baril (1998 et 2008).

Déjà quelques signes des conséquences de sa politique

Comme nous l'avons déjà écrit en début du mois, le nombre de rigs de forage de pétrole aux États-Unis commence à décliner :

Évolution du nombre de rigs de forage et de pétrole aux Etats-Unis depuis 1987



Source Baker Hughes : mis à jour avec les chiffres du 23/01/2015

Selon une dernière estimation de Wood Mackenzie publiée en fin de semaine dernière, le nombre de puits onshore aux États-Unis devrait même baisser de 26% en 2015 de plus de 37 000 en 2014 à 27 000 en 2015.

Conclusion

La guerre des prix déclenchée par l'OPEP pour contrer la montée en production de l'huile de schiste américaine implique d'ores et déjà des conséquences sur la prospection américaine. Certes, il faudra un certain temps pour que le baril rebondisse mais la confirmation d'Ali al-Naimi à son poste de ministre du pétrole montre s'il en était besoin que le nouveau roi soutient cette décision d'une guerre des prix.

La preuve que « tout va bien »: IBM va licencier

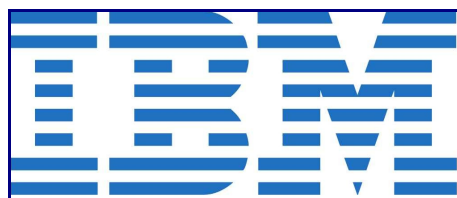
110 000 employés à travers la planète!

26 janvier, 2015

Posté par Benji, Les Moutons enragés

Mise à jour: Rectification et explications

Vlan! 110 000 emplois en moins pour la même société! Et à part cela, on nous dit que « tout va presque bien »....



Selon Forbes, les résultats décevants d'IBM vont pousser l'entreprise à enclencher une vaste restructuration, entraînant le licenciement de 26 % de ses effectifs dans le monde.

Il s'appelle le projet Chrome mais c'est plutôt une chape de plomb qui s'apprêterait à tomber sur les salariés d'IBM. [Selon Robert Cringely](#), un blogueur respecté de la Silicon Valley écrivant dans Forbes, IBM va licencier environ un quart de ses effectifs dans le monde. L'annonce doit tomber dans le courant de la semaine et **concernerait toutes les implantations de Big Blue**. Les activités mainframe et stockage seraient particulièrement concernées.

Après ce qui s'annonce comme la coupe la plus importante de l'histoire de Big Blue (plus de 110 000 employés environ seraient licenciés), la direction de l'entreprise programmerait une réorganisation massive, autour des activités dites CAMSS (Cloud, Analytics, Mobile, Social et Sécurité), pesant aujourd'hui 27 % de l'activité totale. Pour Robert Cringely, ce plan est « *purement comptable* ». Selon lui, le projet Chrome n'est là que pour embellir les résultats trimestriels de la firme pendant quelques trimestres. Et d'affirmer que l'activité outsourcing du géant américain perd un client de la taille de Lufthansa (un contrat récemment remporté par Big Blue) toutes les six semaines.

Chez IBM France, radio moquette est silencieuse

Les récents résultats trimestriels de la firme témoignent des difficultés de Big Blue dans sa transition vers le Cloud. Au quatrième trimestre, IBM a publié un chiffre d'affaires de 24,1 milliards de dollars, en recul de 13 % par rapport à l'année précédente (- 2 % seulement si on ne exclut les activités cédées). Et ce, même si le chiffre d'affaires Cloud progresse de 60 % ! Cela fait désormais **11 trimestres que Big Blue n'a plus affiché de**

croissance.

Source et fin de l'article sur [Silicon.fr](#)

Une mise à jour importante puisque IBM a réfuté un tel plan social. L'ensemble des médias se sont fait piéger par cette rumeur, comme par exemple [Numérama](#), [BFMTv](#), [ZDnet](#), [Clubic](#), etc... Donc désolé pour cette fausse information. Mais il ne faut pas pour autant s'arrêter là, car ce genre de rumeurs sont généralement lancées dans des buts bien précis, entre autres raisons possibles, pour jouer sur cours des actions des entreprises. Une question se pose donc sur cette rumeur infondée: À qui profite le crime?

Au cours du week-end, dans une répétition de rumeurs largement répandues l'an dernier, Forbes a rapporté 'au sujet du projet Chrome, une réorganisation corporative massive pour IBM qui verrait Big Blue l'abattage de plus d'un quart de son personnel – en termes réels ce qui signifie plus de 110 000 employés , dès la semaine prochaine. Les stocks ont bondi de plus d'IBM sur ce «grand» nouvelles ... et puis, la déception a commencé comme « la plus grande restructuration de l'entreprise dans l'histoire » a été refusée par la société ...

« IBM ne commente pas les rumeurs, même ridicules ou sans fondement », a déclaré un porte-parole. « Si quelqu'un avait vérifié l'information facilement disponible de nos états de revenus publics, ou avait simplement demandé de nous, ils sauraient que IBM a déjà annoncé la société vient de prendre une charge 600 millions de dollars effectif rééquilibrage. Cela équivaut à plusieurs milliers de personnes « , une petite fraction de ce qui a été rapporté.

Source: [Zerohedge](#)

Merci à Fildefer et Voltigeur

Premier semestre 2015 – Pétrole, Moyen-Orient, Charlie Hebdo... Derniers tests de résilience du « modèle » occidental : suicide ou adaptation

GEAB # 91 15 janvier 2015

En l'absence d'une Europe capable de lui indiquer les vraies voies d'avenir[1], le « monde d'avant »[2] se durcit, s'enferme dans ses idéologies « bien-pensistes » (les idéologies sont toujours « bien-pensistes », d'ailleurs) et répète *ad nauseam* les recettes du passé. Ce faisant, le « monde d'après » s'en trouve transformé : il sera moins multipolaire, beaucoup plus chinois, et la part que l'Occident y aura se réduit à vue d'œil... En effet, n'est pas Faust[3] qui veut. Or, c'est bien son âme que l'Occident est en train de perdre dans son fantasme d'immortalité. Le secret de la résilience[4] réside pourtant dans la capacité d'adaptation. Mais pour comprendre cela, encore faut-il avoir intégré la théorie de l'évolution de Darwin[5] et cessé de croire au créationnisme[6].

En ce premier trimestre 2015, « monde d'avant » et « monde d'après », au lieu de transiter de l'un vers l'autre, vont coexister en un monstrueux chevauchement temporel. C'est que, plutôt que de se sauver, l'Occident semble avoir décidé de sauver les ressorts et acteurs de sa crise omni-dimensionnelle : marchés financiers, banques, dollar, Otan, unilatéralisme, démocratismes ultralibéral, etc. Cependant, un nouveau système émerge (Chine, Brics, nouvelle Europe, Internet) qui va compter dans la gestion des gigantesques problèmes de ce premier trimestre. L'issue de ce combat déterminera la nature du second trimestre : début d'adaptation du « monde d'avant » aux réalités du XXI^e siècle ou bien vitrification de tous les dysfonctionnements du système (évolution totalitaire), créant à terme (maximum cinq ans) les conditions d'une disparition violente par suicide collectif dont les Européens savent bien ce que cela veut dire.

Pour la partie publique de ce numéro du GEAB, notre équipe a choisi de présenter le chapitre concernant l'affaire « Charlie Hebdo ».

To be and not to be Charlie

Notre équipe l'avait anticipé : l'explosion des tensions au Moyen-Orient aurait un impact rapide sur les sociétés européennes, faisant courir de grands

dangers à nos démocraties[7].

La crise ukrainienne, nous l'avons souvent répété, bien au-delà de la valeur intrinsèque des individus qui le composent, a révélé la faiblesse structurelle d'un système politique européen techniquement déconnecté de ses citoyens. La grande peur que l'Europe s'est faite en 2014 de ne pas réussir à s'empêcher d'entrer en guerre avec un voisin, aboutit en 2015 à un vrai retour du politique : une Commission Juncker décidée à légitimer politiquement ses décisions, des gouvernements nationaux enfin conscients de leur besoin d'union politique, des citoyens ultra-mobilisés.

Tout cela serait plutôt rassurant si la conjoncture était stabilisée. Mais ce n'est pas le cas puisque l'Europe s'apprête à enregistrer une série de chocs liés aux actions terroristes qui ne manqueront pas d'être perpétrées par des individus ou groupes d'individus résidant en son sein, mais mal intégrés et connectés aux terribles développements que connaît actuellement le Moyen-Orient. Or, dans un tel contexte, le retour du politique peut prendre des formes peu souhaitables.

L'année s'est vite mise à ce diapason avec l'attentat sanglant contre les employés de l'hebdomadaire satirique français, [Charlie Hebdo](#), et la cavale meurtrière qui s'en est ensuivi. Bien évidemment, l'événement constitue l'occasion d'inaugurer une flambée de racisme en France, mais aussi dans toute l'Europe et au-delà, combinée à la mise en place de mesures liberticides.

Mais, pour une fois, les Européens ont droit à une bonne surprise : une communication de crise presque exemplaire conduite par François Hollande qui, capitalisant sur la plus acceptable des peurs (celle de l'explosion sociale), parvient à transformer la réaction collective émotionnelle aux relents *a priori* racistes en demande de non-amalgame, de non-dérive libertaire et d'union.

Le 11 janvier, la mobilisation de près de 4 millions de citoyens en France et dans le monde, ainsi que la présence de 40 chefs d'État en tête de cortège, est véritablement un événement historique et véhicule un message totalement positif, quoi que l'on pense des vrais ressorts du rassemblement.

En réalité, de nombreuses questions se posent en effet sur ce qui a vraiment réuni tout ce monde : mélange de réaffirmation de principes républicains mal

compris et vrai souci de préservation des valeurs démocratiques, expression d'exaspération vis-à-vis d'une communauté musulmane mal intégrée et volonté de rassembler les modérés de toutes les communautés religieuses, quête d'ordre et quête de liberté, racisme et tolérance... Il y avait un peu de tout dans cette mobilisation. Peu importe, le message dominant est généreux et c'est une réussite.

Ceci étant, ce grand rassemblement n'est pas la fin de l'histoire. Les actes anti-Musulmans se sont multipliés depuis l'attentat ; la police est sur les dents et contrôle les jeunes d'origine arabe à tour de bras ; des idées de « Patriot Act » à l'européenne sillonnent la société ; la communauté musulmane est à nouveau froissée par la publication en première page du nouveau numéro de *Charlie Hebdo* de caricatures de son Prophète... Autant de réactions qui vont inévitablement nourrir les rangs du fanatisme identitaire et augmenter le risque de violence.

Par ailleurs, la revendication de liberté d'expression est en train de mettre fin au verrou qui était posé sur la critique d'Israël et des Juifs. Si les caricatures de Mahomet ne sont pas du racisme, bien des « blagues » risquent de ne plus pouvoir être appelées « antisémites » également. Sur le fond, cette libération du droit à se moquer et à critiquer les autres est sans doute une bonne chose, mais elle arrive au pire moment possible. Chacun sait que 2015 court d'immenses risques de dérive raciste et antisémite (puisqu'il faut distinguer les deux). Et juste à ce moment, les garde-fous de la communication inter-groupe sont abaissés[8].

Pourtant, les lois françaises et européennes, nées d'une histoire de guerres de religions et d'intolérance, ne prônent pas une liberté d'expression totale. Cette revendication est en réalité calquée sur les États-Unis pour lesquels la liberté d'expression est totale et sacrée[9]... même si elle n'est en fait respectée que dans le cadre de l'expression non-publique. Les organes et personnes publiques ont, quant à eux, un discours extrêmement contrôlé par le fameux « politiquement correct » notamment, en particulier sur toutes les questions de minorités et de religion. En Europe, en revanche, le « politiquement correct » s'impose moins précisément parce que la liberté d'expression y est légalement encadrée.

Une chose est certaine, si les Musulmans européens se voient obligés à accepter ce qui correspond à des brimades culturelles très fortes[10] dans un

contexte d'expression publique qui reste ultra-contrôlé pour d'autres groupes culturels (homosexuels, Juifs, etc.), il y aura division. L'enjeu est donc d'équilibrer cette liberté d'expression, et pour que cela ne risque pas de dégénérer en provocations et injures racistes de toutes parts, il va tout de même falloir réaffirmer les règles d'une communication, certes libre, mais également responsable.

Au-delà du grand élan généreux de la journée du 11 janvier, d'innombrables questions demeurent sur les moyens d'endiguer la vague de violence raciste et terroriste qui a commencé à déferler sur l'Europe, dans le respect de nos principes démocratiques. C'est le grand enjeu de l'année 2015...

NOTES :

[1] En cette crise systémique globale, l'Europe avait un rôle historique à jouer d'accompagnement de l'émergence du monde multipolaire auquel elle s'apparentait naturellement. La crise ukrainienne l'a en partie dépouillée de cette capacité de facilitateur de transition. Les forces qui s'opposent à l'exercice de ce rôle sont immenses, et malgré les efforts d'un nombre croissant d'acteurs européens, il est probable que rien n'émerge de visiblement positif durant ce premier semestre... Mais le test de résilience de l'Europe est en cours, de nombreux indicateurs permettent toujours d'espérer, et nous réservons donc notre anticipation des caractéristiques du second semestre à plus tard.

[2] Le terme de « monde d'avant » fait référence au livre de Franck Biancheri *Crise mondiale : en route vers le monde d'après* (Éditions Anticipolis, 2009) et évoque donc le système occidental qui s'est mis en place à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, système bi puis mono-polaire, centré sur les États-Unis, et dont l'incapacité à s'adapter à l'émergence du monde multipolaire – qu'il a pourtant contribué à faire apparaître – fait courir les plus grands dangers à la planète.

[3] Personnage issu des contes populaires allemands ayant vendu son âme au diable en échange d'une seconde vie de plaisir et de facilité, mais qui sera finalement sauvé par l'amour. Source : [Wikipedia](#).

[4] Capacité pour un système quelconque à retrouver ses propriétés initiales après une altération. Source : [Wikipedia](#).

[5] Étrangement, cette théorie, qui est pourtant scientifiquement validée, fait l'objet d'un rejet croissant de la part de notre société. Source : [NouvelObs](#), 12/06/2012

[6] Doctrine religieuse, communément opposée à la théorie scientifique précédente, consistant à faire relever de Dieu – ou de l'Éternel – tout existant. Source : [Wikipedia](#).

[7] Nous écrivions le mois dernier : « *Au-delà de l'engrenage qu'un conflit d'ampleur régionale aurait sur l'ensemble de la planète, un point particulièrement inquiétant pour l'immédiat tient aux conséquences que le déchaînement de la haine entre les communautés de cette région aurait sur l'Europe. La violence verbale entre Juifs et Arabes y est déjà énorme, dégénérant sporadiquement en échauffourées plus graves. L'explosion de l'antisémitisme et du racisme est inévitablement au programme de l'UE si les tensions se nouent de la manière que nous avons anticipée plus haut. Et ces violences aboutiront aussi inévitablement au basculement de nos démocraties affaiblies qui seront incapables de les endiguer autrement qu'en sortant, elles aussi, de l'état de droit.* » Source : [GEAB](#)

N°90, 15/12/2014

[8] La republication par le journal turc anti-Erdogan, *Cumhuriyet*, des caricatures de *Charlie Hebdo*, est un exemple affligeant du potentiel déstabilisateur de ces provocations et de l'utilisation qui en est faite par des médias mus par d'obscurs intérêts. Dans le chaos moyen-oriental actuel, une telle provocation, conçue dans l'espoir renouvelé de fragiliser le pouvoir d'Erdogan, relève de la trahison. Les Turcs n'ont en effet pas l'excuse qu'ont les Européens de ne pas se rendre compte de la charge symbolique de ces caricatures. On voit à ce nouveau rebondissement l'engrenage dramatique dans lequel l'Europe et le monde sont pris. Source : [BBC](#), 15/01/2015

[9] Source : [Wikipedia](#).

[10] N'oublions pas que la représentation en général est interdite par l'Islam. L'intégration des Musulmans aux sociétés modernes et occidentales de l'image est donc une réalité... même s'ils ont des difficultés à aller jusqu'au bout de la logique et à accepter la représentation la plus interdite, celle du Prophète, une représentation qui choque aussi les Musulmans modérés, c'est un fait. En réalité, demander aux Musulmans d'accepter ces caricatures, ce n'est pas leur faire la demande acceptable pour eux de se « laïciser », mais celle inacceptable de s'« athéiser ». C'est là que le bât blesse, il faut en prendre conscience si on veut trouver une solution à l'impasse dans laquelle nous sommes.

[Le vol de votre argent : ce à quoi les Grecs ont dit NON](#)

27 jan 2015 | [Philippe Béchade](#) | [La Chronique Agora](#)

Saluds de pauvres ! Bande de Sybarites ingrats et revanchards... ! Ces incorrigibles fauteurs de troubles grecs mettent la notion de démocratie sens dessus-dessous ! Entre les 37% de Syriza (extrême gauche) et les 6,5% d'Aube Dorée (extrême droite), cela fait 46% des suffrages pour les extrêmes alors que, dans la quasi-totalité des pays "démocratiques", les élections se gagnent au centre. Or en Grèce, le parti centriste To-Potami fait 6,5%... et le parti socialiste est passé, en 5 ans, de près de 40% à un peu plus de 4% (le terme décimation prend tout son sens).

▪Un peuple très mal éduqué

Allons donc ! Des électeurs "démocratiques" se doivent d'être "modérés" ; ils doivent voter pour les programmes électoraux les moins subversifs mais aussi et surtout pour les candidats adoués par la ploutocratie politico financière Européenne – tout le monde sait cela !

Et ce sont souvent des hauts fonctionnaires de la scène bruxelloise, eux-mêmes non élus, ou des ministres qui ne tirent leur légitimité d'aucun mandat qui expliquent aux Grecs comment ils doivent voter (en faveur du système qui les oppresse)... Lorsque les sondages commencent à devenir contraires à leurs favoris, ils s'emploient donc à leur expliquer pour qui *ne pas* voter. Puis quand tout leur échappe, ils dégainent l'argument de la peur (Antoni Samaras

a comparé indirectement le leader de gauche Alexis Tsipras aux terroristes djihadistes qui ont ensanglanté Paris), de la ruine du pays (finis les financements de la BCE et du FMI à compter du 25 janvier !), du ressentiment de l'Europe à leur égard s'ils élisent des "irresponsables" qui sèment le chaos ! Ils donnent ainsi à penser qu'une autre façon de sortir de la crise est possible : la pire des illusions à laquelle d'autres pays en difficulté économique puissent se rallier.

L'Europe fonctionne désormais sur le principe "qu'il n'y a pas d'alternative" à ce que l'élite a décidé

C'est intolérable : l'Europe fonctionne désormais sur le principe "qu'il n'y a pas d'alternative" à ce que l'élite a décidé. L'élection grecque de dimanche pourrait donc créer un précédent fâcheux... et tout gâcher.

Souvenons-nous que les parlementaires socialistes et conservateurs grecs avaient eu peur, 4 ans auparavant, des menaces brandies par Bruxelles, Berlin ou le FMI.

Ils n'avaient pas hésité à trahir leurs propres électeurs en votant des lois totalement contraires aux intérêts du peuple pour que la Troïka continue de "soutenir" le pays en le saignant à blanc. Rappelons d'ailleurs que les dernières estimations de recettes provenant des privatisations (actifs immobiliers, stades, services publics) devant servir à garantir et à rembourser la dette grecque s'élèvent à 7,2 milliards d'euros sur les 50 prévus...

A l'horizon 2017 où le programme de privatisations devait être achevé, la Grèce aura au mieux encaissé 15 milliards d'euros, avec le sentiment d'une braderie qui choque la population – d'autant plus que les acheteurs des joyaux de la couronne sont parfois ces mêmes exilés fiscaux "antipatriotes" qui ont conduit le pays à sa ruine.

Avec cette large victoire et une légitimité populaire jamais vue en Grèce depuis 30 ans, les marchés vont désormais se mettre à redouter une répudiation de sa dette par la Grèce et la mise sur la touche de la Troïka.

▪La grande blague du défaut grec

Les commentateurs les plus conservateurs y vont déjà de leurs commentaires alarmistes – "la France peut se préparer à tirer un trait sur 40 milliards d'euros de dette grecque et les contribuables vont passer à la caisse, cela apprendra à certains rêveurs/idéalistes à se réjouir du succès de

l'ultragauche".

Mais si la Grèce faisait défaut sur sa dette, ce ne serait pas un défaut global et intégral (encours de 321 milliards d'euros) car, comme nous l'avons expliqué dès 2010, il y a des questions de priorité de certains emprunteurs : une banque centrale ne sera pas traitée comme un fonds vautour, les tranches de dettes courtes (5 ans), pas comme les longues (30 ou 40 ans). Pour les tranches longues, il s'agit pratiquement d'une dette perpétuelle qui, en l'état actuel, pourrait ne distribuer aucune rémunération aux créanciers avant très longtemps : pourquoi hypothéquer l'avenir de 2 générations avec ce genre d'instrument ?

Mais imaginons le pire, c'est à dire un défaut quasi général. Les banques privées y laisseraient encore quelques plumes mais les robinets de la BCE sont grand ouverts, alors aucun risque de liquidité (OMT, LTRO oblige) et pas davantage de remise en cause de leur solvabilité.

Nous verrions la BCE éponger dans l'instant la quasi totalité des pertes des banques créancières de la Grèce En pratique, nous verrions la BCE éponger dans l'instant la quasi totalité des pertes des banques créancières de la Grèce.

Les Allemands en mangeraient leur chapeau, pensez-vous ? Mais qu'est-ce que la BCE a proposé d'autre, jeudi dernier, en annonçant 1 140 milliards d'euros de rachats de dettes souveraines et autres instruments obligataires ?

Elle va racheter une bonne partie des dettes détenues par la BNS qui n'a plus de raison de conserver des kilotonnes d'OAT (au moins 250 milliards d'euros d'encours) depuis l'abandon de la parité 1,20 sur l'Euro/CHF. Elle va racheter au plus haut historique les dettes accumulées par les banques commerciales européennes avec l'argent que la BCE a elle même avancé pour leur en offrir les moyens.

Même observation pour les banques américaines, *hedge funds, family office* qui ont acheté des obligations libellées en euro avec la certitude que la BCE les leur rachèterait, quoi qu'en pensent la Bundesbank et la Cour Constitutionnelle allemande.

Pour résumer : "vous inquiétez pas les copains, je vous reprends tout votre papier obligataire au plus haut, c'est le contribuable européen qui paye. C'est cadeau !"

▪ Après le QE le déluge !

Le bilan de la BCE pourrait passer négatif si l'Espagne ou le Portugal décidaient d'imiter un mauvais exemple grec... Mais dans ce cas, la BCE peut exiger de tous les Parlements européens de lever l'impôt pour renflouer ses caisses.

Et si ce n'est pas l'impôt, ce sera la ponction sur l'épargne publique et les contrats d'assurance-vie comme le suggère Christine Lagarde... et comme ma collègue, Simone Wapler ; vous met en garde depuis maintenant deux ans ! Mais arrêter de rêver, cher lecteur, c'est la réalité et nous y sommes presque ! (Ndlr : [lisez le dossier de Simone Wapler à ce sujet](#))

Vous ne voudriez tout de même pas que les ultra-riches (qui ont doublé leur fortune depuis mars 2009) ressortent un tout petit peu moins riches en cas de crise, quand même ?! Ce sont les victimes qui doivent payer, comme d'habitude quoi !

... C'est précisément ce à quoi les grecs viennent de dire NON.

Grèce...

Patrick Reymond 27 janvier 2015

La Grèce va donc cesser de faire maigre (vous avez vu ce -déplorable- jeu de mot ? non ? bon), avec la victoire électorale de Syriza, et la défaite écrasante de tous les autres partis, sauf Aube Dorée, qui se maintient.

La victoire électorale des anti-austérité est sans appel :

- 36.34 % des voix pour Syriza et 149 sièges,
- 4.75 % pour Grecs indépendants et 13 sièges, visiblement désormais allié des précédents, et dissidents de "Nouvelle démocratie", et on a, finalement, une nouvelle alliance "Nouvelle Démocratie-Pasok", remplaçant l'ancienne, avec, cette fois une tendance anti-austérité marquée, et sans doute aussi, anti-union européenne, au lieu du béni-oui-oui, pro-européen et atlantiste.

A cela s'ajoutent :

- 5.47 % pour le PC et 15 sièges,
- Aube Dorée : 6.28 % et 17 sièges,

soit un total, sur 300 députés, de 162 gouvernementaux, et 32 opposés à la

ligne politique menée jusqu'à présent.

Le club des sado-masochistes monétaristes à tout crin est en net recul :

- Nouvelle Démocratie : 27.81 et 76 sièges,
- la rivière, réceptacle des eurooptimistes béats obtient 6.05 % et 17 députés, et considère sans doute que les grecs n'en ont pas encore assez pris dans la gueule,
- le Pasok, lui, implose à 4.68 % et 13 sièges. La leçon du scrutin est claire : Syriza fait un tabac, tous les autres partis (sauf La rivière qui n'existait pas), diminuent, baissent fortement, ou implosent.

Nouvelle Démocratie a sans doute été sauvé par un phénomène dit "de vote utile", et dans une coalition en régression, le gros des pertes est subi par un des partenaires, comme vu dans le cas allemand. Derrière le "triomphe" de la chancelière, la déconfiture de son allié privilégié a été bien cachée.

C'est la faillite totale de la politique européenne, qui a voulu croire que l'austérité était une solution. La quasi-totalité de la Grèce est au chômage, la dette a explosé, et la sainte croissance n'est pas repartie.

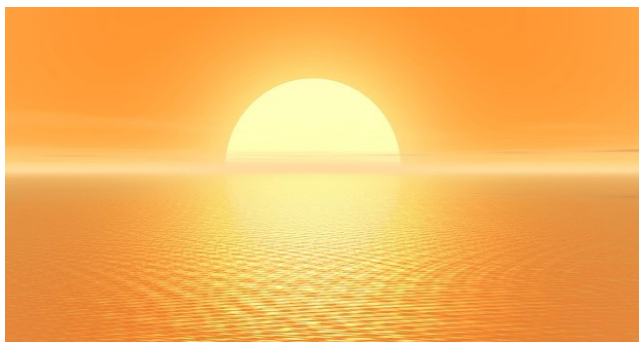
Non contents d'être arrogants, les européistes sont incompetents, et espèrent qu'il est possible d'acheter les vainqueurs pour un plat de lentilles. C'est peut être possible, comme est possible la réponse napoléonienne, refusant d'être un cochon à l'engrais de quelques millions, des Tony Blair, Al Gore, Nicolas Sarkozy, achetés par des revenus confortables après coup, alors que tout ce qu'ils peuvent chanter est finalement, sans importance.

Sans doute, ce schéma sera t'il dans tous les pays européens. Le mécontentement se capitalise sur un parti, les autres régressent, peu importe la couleur du parti, et la chanson sur le "réalisme", et le "non financement", des mesures, est une escroquerie. La BCE vient de prouver que la monnaie, ce n'était que des jeux d'écritures, et que rien, absolument rien, n'empêchait l'état de battre monnaie jusqu'à plus soif.

Ils n'auront même pas ce plaisir, d'ailleurs, le gouvernement grec ne manquera pas de faire banqueroute totale ou partielle, n'utilisant même pas la planche à billet. En effet, tous les créanciers, désormais, sont étrangers, et il peut donc les ... à souhait. Personne, pas même les grecs, ne protestera.

« Et pourtant le soleil s'est levé ! »

Charles Sannat 27 janvier 2015



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Après que les institutions européennes ont cherché à faire peur aux Grecs, les Grecs ont voté et les Grecs ont porté au pouvoir un parti de gauche plutôt à gauche dont la volonté affichée (nous verrons, dans les faits, ce que ce parti fera) était de renégocier avec l'Europe. Malgré tout, le soleil s'est levé sur la Grèce, il s'est levé sur l'Europe.

Le nouveau Premier ministre grec Alexis Tsipras va donc diriger la Grèce sur un « chemin abrupt » selon ses propres mots et est allé se recueillir au mur des fusillés où 200 communistes avaient été exécutés par les nazis. Et pourtant le soleil s'est levé sur la Grèce, il s'est levé sur l'Europe.

Tsipras veut renégocier une dette qui, de toutes les façons, n'est tout simplement pas remboursable, ce dont tout le monde convient. Et pourtant le soleil s'est levé sur la Grèce, il s'est levé sur l'Europe.

La Grèce se dirige donc vers une forme de défaut de paiement salvateur. La seule question désormais n'est pas de savoir si la Grèce va rembourser ou pas ses dettes, mais comment elle va ne pas les rembourser et quelles seront les modalités pour atténuer la souffrance financière de ce pays. Et pourtant le soleil s'est levé sur la Grèce, il s'est levé sur l'Europe.

Tsipras a donc été élu. Syriza a gagné, « l'extrême gauche » est au pouvoir et les marchés ne se sont pas effondrés, loin de là... On peut donc dire que le soleil s'est levé sur la Grèce, il s'est levé sur l'Europe.

BCE : « Une réduction de la dette grecque est impossible »

Mais même si le soleil s'est levé sur la Grèce et l'Europe, nous allons vivre

quelques semaines de poker menteur entre le nouvel exécutif grec et les créanciers de la Grèce, à savoir les États européens et la BCE puisque depuis les derniers plans de sauvetage, en réalité les dettes de la Grèce ont été en totalité transférées aux contribuables européens au sens large. Les banques commerciales ont refilé aux États européens l'ensemble des dettes grecques ne valant pas tripette à leur prix d'achat ou presque dans l'une des plus grandes escroqueries financières des derniers siècles...

C'est évidemment l'une des raisons pour lesquelles le soleil s'est levé sur l'Europe ce matin, sur les marchés et sur la Grèce. Car non seulement plus personne ne détient de dette grecque mais en plus la BCE a annoncé la semaine dernière un QE de 1 100 milliards d'euros... qui, soit dit en passant, peut toujours être retoqué partiellement ou en totalité par différentes juridictions européennes ou allemandes...

C'est dans ce contexte de négociations incertaines que le membre du directoire de la BCE, Benoît Cœuré, a indiqué qu'une « restructuration des titres de dette grecque en sa possession est impossible »...

Pourquoi ?

Parce que selon lui, « il est absolument clair que nous ne pouvons approuver aucune réduction de la dette qui toucherait les titres grecs détenus par la BCE. Cela est impossible pour des raisons juridiques »...

Il faut dire que la BCE détient actuellement 27,2 milliards d'euros de dette grecque négociable : cela fait beaucoup de sous si ces derniers devaient être passés par pertes et profits... ce qui finira bien par être le cas.

Que retenir de tout ce qui se passe ?

D'abord les risques systémiques bien que semblant maîtrisés sur l'euro sont loin d'être derrière nous, bien au contraire. Lorsqu'il faut passer à la caisse, on voit bien qu'il n'y a plus aucune solidarité européenne et que chaque banque centrale monétisera à sa guise. Cela signifie donc la fin de tout espoir de plus d'Europe et le long cheminement délicat et cahoteux vers de moins en moins d'Europe (ce dont je me satisfais chaque jour) et pourtant le soleil s'est levé.

La Grèce finira par sortir de l'euro et d'autres pays aussi, et la terre continuera de tourner.

Les pays, sous une double pression sociale et économique, devront reprendre leur souveraineté abandonnée et pourtant le soleil se lèvera tous les matins.

Non, il n'y aura pas de solutions faciles. Non, il n'y a pas de solution indolore. Oui, cela va faire mal, oui cela sera long, oui la transition vers le nouveau monde dont nous n'avons même pas défini les contours va être génératrice de grandes souffrances... Mais le soleil continuera de se lever.

Il n'y a aucune fatalité. Il y a juste des démissions collectives et des compromissions politiques ou financières.

Les Grecs ont voté... Et pourtant le soleil s'est levé sur la Grèce, il s'est levé sur l'Europe.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

La ville de Shanghai abandonne son objectif de croissance du PIB en 2015

Lorsqu'il y a trop de fièvre... cassons le thermomètre. Lorsque les prévisions de croissance ne sont plus tenables, ne faisons plus de prévisions et ne définissons plus d'objectif... Hahahahaha ! Comme quoi, les problèmes sont très simples à résoudre : pour qu'un problème n'existe pas, il suffit de ne pas en parler. Le déni de réalité a encore de très beaux jours devant lui, en Chine comme partout ailleurs dans le monde, et sur ce sujet-là, notre pays pourrait donner des leçons à Pékin !

Charles SANNAT

SHANGHAI, 25 janvier (Xinhua) – La municipalité de Shanghai a abandonné son objectif de croissance du PIB (produit intérieur brut) pour souligner la qualité et l'efficacité de l'économie, a annoncé dimanche Yang Xiong, maire de Shanghai.

La ville continuera d'optimiser la structure économique et passera d'un modèle de croissance reposant sur les investissements à une croissance centrée sur l'innovation, a déclaré le maire dans un rapport de travail du gouvernement, lors de la réunion annuelle du corps législatif municipal.

Selon le rapport, la ville de Shanghai a l'intention de devenir un centre international d'innovation technologique. Les dépenses en matière de recherche et développement devraient représenter plus de 3,6 % du PIB

municipal en 2015.

Charles Gave sur l'absence de prix de marché ! À voir absolument !!

Charles Gave, président de l'Institut des Libertés, était l'invité de Nicolas Doze sur BFM Business le 20 Janvier 2015.

Autres invités : Philippe Dessertine, Jacques Généreux.

Ce que Charles Gave explique sur les prix de marché est très important. C'est une notion de base pour comprendre les anticipations et les prises de décision des différents agents économiques. L'absence de prix de marché vient dérégler l'ensemble de la machine économique et c'est d'une logique évidente.

Charles SANNAT



https://www.youtube.com/watch?x-yt-ts=1422040409&v=HxHUwOnfWIM&x-yt-cl=84637285&feature=player_embedded

Grèce, plongée à Patras, ville pauvre de Grèce en 2015...

Vous découvrirez dans ce reportage de France Télévision très court qu'au bout d'un an les Grecs ne touchent plus de chômage ni d'aide. Vous découvrirez que sans la soupe aux haricots secs de l'église, les gens meurent de faim.

Cela doit tous nous faire réfléchir notamment sur le fait de se préparer et d'être capable de se débrouiller.

Regardez cette maman dont le toit effondré de la maison laisse passer l'eau. Certes refaire une toiture coûte cher. Mais une simple bâche ne coûte pas si cher que cela et c'est facilement entreposable et stockable lorsque l'on a un emploi et un peu de sou.

C'est aussi la raison pour laquelle vous devez impérativement privilégier l'habitat individuel (maison) et pas collectif (immeuble) où vous êtes

dépendant des charges de copropriété. Tout cela, ça s'anticipe, ça se prépare, mais si vous croyez que tout se passera très bien, si vous pensez qu'avoir une bâche dans son garage lorsque l'on a une maison c'est n'importe quoi, alors un jour vous serez sans doute comme cette pauvre femme, totalement désemparée.

Au bout du compte, vous seul êtes responsable de vos choix, de vos décisions et de votre préparation.

Charles SANNAT

Le PIB de la Chine grimpera de 6,8 % en 2015, prévoit UBS

Oups, une croissance chinoise passant sous la barre des 7 %... Du jamais vu depuis le grand bon en avant de Mao... Sinon, avec une croissance comme celle-là, nous allons avoir droit à de sublimes discours sur la qualité supérieure de la croissance... Hahahahahahahahaha ! J'en rigole d'avance !

Charles SANNAT

SYRIZA VEUT MARQUER DES POINTS

27 janvier 2015 par François Leclerc

La victoire de Syriza continue de surprendre, une fois enregistré son accord avec le parti souverainiste de droite des Grecs indépendants afin de disposer d'une majorité parlementaire. Le nouveau premier ministre Alexis Tsipras ne veut pas perdre de temps et adresse un message aussi bien aux Grecs qu'à leurs créanciers : il a l'intention d'accomplir ce qu'il a promis. L'accord de gouvernement semble s'être fait sur la base du programme de Thessalonique de septembre dernier de Syriza, qui prévoit de nombreuses mesures sociales, dont certaines devraient être vite proposées à l'adoption du nouveau parlement, dont l'augmentation du salaire minimum. De premières nominations de ministres devraient intervenir, dont celle de Yanis Varoufakis comme ministre des finances, et de Panos Kamennos (le leader des Grecs indépendants) à la défense.

Le message a été reçu par des dirigeants européens un peu bousculés et désarçonnés, et il réclame un temps de digestion. Sur le même terrain que Martin Schulz, le président du parlement européen qui va se rendre à Athènes, François Hollande cherche à se positionner pour être l'artisan d'un

futur compromis, et la seule décision qui a émergé de la réunion de l'Eurogroupe est de donner du temps à la négociation. Mais toute réduction de la dette est à ce stade considérée comme impensable...

En s'alliant avec les Grecs indépendants, Syriza a déçu les attentes de ceux qui attendaient une coalition avec To Potami. Mais cela aurait introduit le loup dans la bergerie, en raison des conditions mises par ce dernier parti. Reposant sur cette hypothèse déçue, la perspective d'un compromis qui avait pris corps s'est éloignée, comment pourrait-elle revenir ? Syriza a déjà montré qu'il avait choisi son terrain prioritaire : l'adoption des mesures sociales prévues à son programme. Raison pour laquelle il s'est opposé à tout ce qui pourrait y faire obstacle, en premier lieu la poursuite des discussions dans le cadre fixé par la *Troïka*. Une fois cet horizon dégagé, la négociation sur la dette pourra ensuite prendre son temps, s'il est accordé. Son réaménagement sans procéder à sa réduction – le compromis qui était en général évoqué – est politiquement attractif pour les dirigeants européens, mais est irréaliste car il suppose la réalisation d'un important excédent primaire pendant une très longue période, au prix de l'accentuation de la crise sociale, durant laquelle il ne servira qu'à rembourser la dette. En vérité, les principaux créanciers de la Grèce – les membres de la *Troïka* – n'ont le choix, tels qu'il s'y prennent, qu'entre un défaut négocié et un défaut accidentel. Comme ils ne veulent pas se résoudre à l'une ou l'autre de ces deux options, craignant le prix politique qui en résulterait, ils cherchent une solution repoussant au plus tard possible ces extrémités, pour se cantonner à un simple réaménagement de la dette.

Les mesures destinées à favoriser la relance et à dégager un excédent budgétaire substantiel permettant de rembourser la dette ayant échoué, vu la faiblesse de ses résultats, les dirigeants européens devraient admettre qu'il faut en changer et ne pas se réfugier derrière des prévisions optimistes à chaque fois démenties. Leur homme à Athènes n'étant même pas parvenu à réaliser le programme qui lui était imparti, peut-être le moment serait-il venu de changer la donne et de permettre au nouveau gouvernement de réaliser celui sur la base duquel il a été élu, en lui en laissant les moyens. Ceux-ci réclament 12 milliards d'euros, et pourraient être trouvés si le FMI transformait en ligne de crédit les versements qu'elle a suspendus, et si la BCE faisait rouler ses créances de l'été. Une nouvelle approche pourrait être adoptée pour le remboursement de la dette, le faisant dépendre de la

croissance économique, une fois rallongées les maturités et diminués les taux de la dette. Un pourcentage maximum de l'excédent primaire y serait consacré, afin de laisser au gouvernement les moyens d'agir.

Un tel dispositif permettrait à la Grèce de s'affranchir de sa mise sous tutelle et d'engager des réformes attaquant les nombreux parasitages de son économie, ainsi que la fraude fiscale ou les avantages indus, au lieu d'induire une crise sociale profonde. Il sera temps, plus tard, de reprendre la négociation sur l'effacement de la dette, une fois montré que le pays est en mesure de faire face à une partie d'entre elle, ce qui n'est pas le cas actuellement. Tôt ou tard, le tabou de la réduction de la dette devra tomber.

Pour ceux qui n'en sont pas convaincus, il suffit de lire [l'article de Reza Moghadam dans le Financial Times](#), un connaisseur. Avant d'atterrir chez Morgan Stanley, celui-ci a été le directeur Europe du FMI, de 2011 à 2014, à ce titre étroitement impliqué dans les négociations de la *Troïka*...

Yanis Varoufakis est partisan de faire dépendre le remboursement de la dette de l'évolution du PIB. Voir notamment [cette interview dans La Tribune](#).

[La dette, mémoire de l'économie, le devoir d'oubli](#)

[Les Clefs pour Comprendre du Lundi 26 Janvier 2015: Par Bruno Bertez](#)

Avant-Propos

Le présent article date dans sa première version du début 2013 ; il n'a jamais été publié. En effet je considérais que tout en étant intemporel- à certains ajustements près- il valait mieux attendre que la question des répudiations, moratoires, restructurations, allègements de dettes se pose. La voie choisie en Europe, après celle de l'exemple américain, consiste à faire le contraire : au lieu d'alléger le fardeau des dettes, on l'alourdit. On l'alourdit pour le long terme tout en faisant semblant de l'alléger sur le court terme grâce aux taux d'intérêt zéro ou négatifs, grâce aux quantitative Easing, c'est à dire achats de dettes par les Banques Centrales. La masse de dettes dans le Système ne cesse de croître, elle galope. Pas de ralentissement et encore moins de retour en arrière. La Grèce est depuis le premier jour, un cas d'école.

Depuis le premier jour, compte tenu de l'expérience historique des crises

précédentes de surendettement, et de leur répétition accélérée, je soutiens l'idée d'une grande restructuration négociée, pas sauvage, des dettes. Si on se refuse à le faire, alors ce sera soit le chaos, soit le laminage des 99%. Il n'y a pas d'issue autre que la logique : on ne sort pas d'une crise de trop de dettes en en ajoutant.

Je n'ai pas actualisé l'article car il est destiné à alimenter la réflexion et cette réflexion n'a rien à gagner à l'actualisation.

Les pays développés sont, pour la plupart, non solvables. Depuis 5 ans, les Banques Centrales, tel Atlas, tiennent le monde à bout de bras. Les taux d'intérêt sont au plancher, à zéro, les bilans des instituts d'émission sont hyperinflatés. Une évidence s'impose peu à peu, il est impossible d'arrêter le manège des politiques monétaires non-conventionnelles. Cette prise de conscience peut s'accélérer, l'illusion que les solutions monétaires sont efficaces s'évanouit peu à peu, alors qu'aucune politique de rechange n'est proposée. Il viendra un temps où les yeux se décilleront; soit la confiance disparaîtra, soit on passera à des mesures encore moins conventionnelles. Il viendra un temps où la demande de monnaie, clef de voûte de tout l'édifice de soutien, fléchira, les taux commenceront à monter, les solutions antérieures seront à la fois discréditées et impuissantes.

Alors, on se retournera, là où on aurait dû regarder en premier, c'est à dire du côté des politiques.

Ce sera leur tour, face aux risques sociaux, de prendre le relais et de faire sauter les blocages, les contraintes qui s'opposent à la marche en avant des économies. Le blocage, c'est la Dette.

Les travaux les plus crédibles indiquent que la mémoire économique des individus et des marchés se limite à 2 ans. Hélas, les erreurs et fautes de gestion produisent des conséquences qui, malheureusement, durent plus longtemps. La faible durée de vie de la mémoire économique jointe au vice court-termiste, l'immédiatisme des démocraties font que, bien souvent, quand on a traité un problème, on a depuis fort longtemps les causes. Quand le problème est constitué par l'excès de dettes, cependant, la cause ne disparaît pas, elle s'accumule, s'auto-reproduit, prospère, si on ose dire. En effet, la dette se loge dans un bilan qui devient un boulet. La mémoire de l'économie, c'est le stock de dettes.

En 2008, nous vous le rappelons, il y a eu une terrible crise. Crise financière, suivie de crise bancaire, puis crise économique. Les autorités ont fourni du capital aux banques, effondré les taux d'intérêt, ouvert les vannes monétaires, acheté les créances pourries du système, modifié les règles comptables pour masquer les faillites ; aux USA en plus, on a nationalisé le financement du logement. Le sens général du traitement des crises a été :

- 1) Transfert des problèmes sur les Etats,
- 2) Transfert des problèmes sur les Banques Centrales,
- 3) Monétisation, création de monnaie pour payer le tout.

La dépression a été évitée. Elle l'a été au prix d'un endettement plus colossal, d'une inflation monétaire historiquement exceptionnelle. Le boulet de la dette étant encore plus pesant qu'avant 2008, c'est tout à fait normalement que, 5 ans après, malgré l'épuisement de tous les artifices, on constate que la croissance ne repart pas, que le rendement des stimuli chute, que le chômage, au-delà des artifices, ne se résorbe pas. En revanche, les systèmes sociaux tanguent. Les fondements de nos sociétés sont ébranlés, la légitimité de notre ordre social est contestée.

Au niveau international, les fissures se creusent : redomestication des dettes et créances, dévaluations plus ou moins compétitives, renaissance de l'esprit mercantiliste, tendances à la désintégration des blocs économiques plutôt que poursuite de l'intégration. On s'éloigne des valeurs de marché, la force, le dirigisme, voire la coercition les remplacent.

Les tentatives de sortir des politiques non-conventionnelles mises en place depuis le début de la crise ont, jusqu'à présent avorté, et finalement, plus personne ne sait très comment éviter une rechute. On attend, on espère ... au prix de risques sans cesse croissants.

Faute de reprendre le problème là où on l'a laissé, la situation va perdurer et s'aggraver. Tout a commencé avec la dette, il faut repartir de la dette.

Nous sommes pour la répudiation des dettes. Nous le répétons assez pour que vous l'ayez compris. Cette position fait que rien, dans notre analyse, n'est semblable à ce que disent les autres, analystes y compris, ceux qui sont, comme nous, apôtres de la liberté. Notre position repose, non pas sur une conviction, mais sur une certitude: les dettes accumulées, les promesses enracinées dans le système ne peuvent être tenues. Si la destruction est

inévitable, alors autant qu'elle soit pilotée, qu'elle soit sélective et, enfin, qu'elle soit morale. Tel est notre credo.

Le système ne peut honorer les dettes des Etats, des banques, de la protection sociale -qui galopent-, des retraites -qui galopent-, des soins de santé -qui galopent-, des systèmes éducatifs -qui galopent-, et, en même temps, faire les investissements nécessaires à la production de richesses et à la création d'emplois. Faute de pouvoir faire tout cela nos systèmes sacrifient l'essentiel au profit du plus facile, ce faisant ils perdent leur légitimité.

Ce n'est pas une conviction, disons-nous, mais une certitude. L'euthanasie des dettes est inéluctable. Incontournable, comme deux et deux font quatre. Cette euthanasie se fera, dans tous les cas, et donc les questions qui se posent sont celles de savoir : 1) qui va payer, qui va être ruiné 2) quand cela va-t-il se passer 3) est-ce que cela est moral. Car l'économie, contrairement à ce que prônent certains, ne se réduit pas à des équations, à des théories; l'économie, ce sont des hommes, des corps sociaux, qui ont leurs exigences.

Voilà un vaste et beau débat, vrai débat de société, vrai débat politique, qui devrait occuper les élites de nos pays. Plutôt que le sexe, non pas des anges mais des homosexuels, et la question de savoir s'ils peuvent se reproduire et créer filiations et dynasties.

Les gouvernements ont accumulé déficits et dettes au cours des trente dernières années parce que le système monétaire a supprimé toute limite à l'émission de monnaie et de crédit. Caressez un cercle et il devient vicieux, c'est ce qui s'est passé dans le cercle des politiciens/Banques Centrales/banques universelles.

Les gouvernements ont voulu :

- - Forcer la croissance.
- - Lisser cette croissance.
- - Globaliser à crédit.
- - Rentabiliser un capital de plus en plus improductif et fictif.
- - Tenir les salaires pour réprimer l'inflation qu'eux-mêmes créaient par le crédit et la monnaie.
- - Leverager à l'infini les dividendes de la fin de la guerre froide.
- - Financer le beurre et les canons au niveau du Centre Mondial, les Etats-Unis.

La masse de crédit s'est transformée en masse de dettes, stock de dettes, qui constituent un fardeau qui pèse sur les activités productives, sur les contribuables, au profit des classes non-productives, proches de l'Etat, classes parasites qui détiennent le pouvoir de nuisance.

Le crédit est maintenant monétisé, c'est à dire permis par le « printing », la planche à billets, les QE, sous toutes leurs formes. C'est dire si la dérive est déjà fort avancée.

Le système est devenu instable, enclin à la spéculation. C'est notre analyse du système soumis au trouble bipolaire. L'allocation des ressources est faussée, les réserves pour l'avenir, l'épargne, sont gaspillées, détournées de leurs usages normaux de prévoyance et d'équipement. Les fondements mêmes de nos sociétés sont consumés, on vend l'argenterie de la famille.

L'inégalité a atteint, puis dépassé les limites du supportable, le sentiment d'injustice se répand, le système se mine en profondeur par destruction de sa légitimité. C'est tout l'ordre social qui devient, de proche en proche, contesté. Les groupes et les gens se dressent les uns contre les autres. Plus d'unité, plus de consensus, tout vole en éclats.

La catastrophe peut encore se faire attendre longtemps car les subterfuges restent nombreux à utiliser. Plus, cependant, on attendra, et plus les dégâts seront importants. In fine, ce qui va être mis en cause, c'est la monnaie. Les monnaies. La confiance ultime.

La fuite en avant, avec sa conséquence, l'aggravation du mal, est permise par la relativité généralisée des valeurs. Par le désarrimage du monde réel et de l'imaginaire social permis par les théories marginalistes et la modernité mal assimilées. On croit qu'il suffit de susciter des désirs, de créer de la monnaie, de faire monter les prix et les cours des assets/collatéraux pour créer de la valeur. Nous vivons dans un monde où on croit que lorsque le manager fait monter le cours de bourse, il crée de la valeur! C'est l'imbécillité suprême qui confond l'ombre et le corps, le cours du blé avec la farine qui sert à faire le pain. On peut enfler toutes les valeurs, tous les prix du monde, cela ne sera jamais qu'un réaménagement des transats sur le pont du Titanic.

Le réel, au-delà d'un soubresaut spéculatif, reste ce qu'il est : rare. La masse de dettes croît, les valeurs enflent, mais le sous-jacent, le réel, reste ce qu'il est, en jachère, en friche. Les richesses sont produites par l'activité

productive, pas par la demande, le désir, l'exigence des uns et la planche à billets des autres.

Les solutions actuelles sont de l'ordre de l'imaginaire et elles ne passent pour effectives que par la magie des marchés, eux-mêmes lieux d'imaginaire, et les propagandes, manipulations d'imaginaire.

Les solutions actuelles sont celles des psychiatres de l'asile, plus fous que leurs malades. Tout se joue, c'est le vrai mot, dans une sphère close où ils ne trouvent que ce qu'ils y mettent, ce que les parois leur renvoient. C'est ce que, souvent, nous appelons leur névrose.

La science économique imparfaite, mais ancrée dans le réel, dans son imperfection, a été évacuée, détruite, au profit de tautologies, autant de grands-messes. La pensée conceptuelle, celle qui croit encore aux causes et à la vérité a été défaite au profit des modèles, des corrélations qui, et nos idiots ne s'en aperçoivent même pas, ne font que restituer en miroir ce que l'on y a introduit. Sans pouvoir explicatif, sans pouvoir de prédictif, sans pouvoir d'action. Le système s'est doté d'une caste de grands prêtres qui attire à elle les richesses en détruisant celles du monde réel. L'économie pervertie par la disparition de la vraie pensée et son glissement dans le monde ténébreux de la finance, l'économie est devenue un outil, une arme de destruction massive.

Il y a deux grands types de dettes :

Il y a les dettes privées et les dettes publiques.

Il faut répudier les dettes publiques et maintenir le principe de remboursement de dettes privées.

Pourquoi faut-il maintenir le principe de remboursement de dettes privées? Pour que la liberté et la morale soient sauvées. Une dette privée est un contrat que les gens concluent librement, ils sont responsables. Et il faut maintenir ce principe de responsabilité. Si on ne le fait pas, nos sociétés ne tiennent pas debout, elles perdent leur supports fondamentaux. Et il y a un lien irréductible, organique, entre responsabilité et liberté. Ceux qui se sont endettés et qui ont la dignité humaine, ont eu le choix et ils doivent supporter les conséquences de leurs choix.

Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas les aider, mais il faut que le principe de responsabilité à l'égard de sa signature, de sa parole, de son contrat, soit préservé. Tout le monde n'est pas moral, mais il faut maintenir la dimension

éthique de nos sociétés. Différentes modalités d'aide, par exemple aux endettés hypothécaires, peuvent être mises en place avec, et c'est important, un intéressement futur à la valorisation des biens sous-jacents à la dette, au profit de la collectivité.

Cela a été fait il y a longtemps aux Etats-Unis avec succès. Il ne doit pas y avoir d'enrichissement tombé du ciel, sans cause, c'est à dire sur le dos des autres. Tout ce qu'une personne reçoit et qu'elle n'a pas gagné est pris à quelqu'un d'autre.

S'agissant des dettes publiques, il faut tout de suite remarquer qu'elles n'ont pas de rapport avec les dettes privées. Ceux qui ont prêté de l'argent aux Etats et à leurs agences ont choisi de le faire, ils ont pris un risque, le risque d'insolvabilité. Le risque se concrétise, ils perdent, et bien, ce n'est que normal, sinon juste. Pourquoi ceux qui ont choisi librement de prêter de l'argent au gouvernement moyennant une rémunération qui incluait une prime de risque, pourquoi ceux-là seraient-ils protégés? Pourquoi l'ensemble de la collectivité, les contribuables présents et futurs, ceux qui ne sont pas encore nés, pourquoi devraient-ils payer à leur place? N'est-il pas plus efficace, juste, moral, que ceux qui ont choisi de prêter paient plutôt que ceux qui n'ont pas choisi? Les générations futures ne sont pas parties au contrat, les faire payer repose sur la violence, la violence et le mensonge d'Etat.

Quand les créanciers du gouvernement lui ont prêté de l'argent, en fait, ils ont conclu, en toute vérité et en toute morale, un contrat immoral. Eh oui, immoral. Ils savaient que l'Etat n'est rien, que les ressources qu'il promet, il ne les a pas. Le gouvernement s'engage dans des dépenses dont il bénéficie en termes électoraux, mais payées à crédit et garanties... par des tiers payants qui, souvent, ne sont pas encore nés. Le contrat est vicié et les deux parties le savent, tous deux sont de mauvaise foi. Si on se reporte à l'histoire des relations entre les banquiers du roi et le roi lui-même, ce phénomène de l'immoralité du contrat apparaît nettement. Et l'usage de la violence qui en découle aussi.

Le gouvernement s'engage pour lui, à la rigueur, mais il ne peut s'engager pour celui qui va lui succéder et encore moins pour la collectivité des citoyens et contribuables qui va élire un autre gouvernement dans 10 ans, dans 15 ans. Le prêteur fait un pari, il perd le pari, il paie. S'agissant du risque politique, dans nos sociétés, il est et sera toujours présent, nos sociétés

sont mortelles. On le comprend dans le cas des pays en développement, mais nous sommes tous, toujours, en développement, en situation de transition, de progrès. Les pays, les sociétés, sont vivants.

Et que l'on ne vienne pas nous parler de la soi-disant fameuse tarte à la crème de la continuité de l'Etat, car quand cela arrange les gouvernements, les politiciens, le principe de continuité est bafoué. Les gouvernements nient la continuité de l'Etat par les lois fiscales, par les rétroactivités de plus en plus généralisées. Et surtout par les exonérations de responsabilités, le principe de base qui commande la gestion des politiciens, c'est: «ce n'est pas moi, c'est l'autre».

Tout cela n'est rien que bon sens et morale.

La dette publique n'est pas une dette dont la nature contractuelle est comparable à celle des dettes privées. Dès sa concrétisation, le contrat de dette public est vicié, il engage des contractants cyniques, profiteurs, qui n'ont pas qualité pour signer un contrat qui engage des tiers et l'avenir de tiers non encore nés. C'est un contrat, non pas de contractants qui ont le pouvoir honnête de s'engager, non, c'est un contrat de pillage, de partage illicite de butin, un contrat qui régit une association de malfaiteurs, de profiteurs.

Intuitivement, les citoyens ressentent tout cela, même s'ils n'ont pas la capacité à le formuler. Ils vivent l'injustice et c'est ce qui les aigrit, les révolte C'est ce qui mine le corps social et dresse les uns contre les autres, et, peu à peu, tous contre la classe politique et les institutions, La confusion entre l'injustice et l'immoralité d'un côté et la lutte des classes de l'autre donne des arguments à ceux qui disent que le système est mauvais, qu'il faut en changer. Le refus d'une opération « Jubilé », telle que l'on en faisait dans les temps anciens avec sagesse, est la plus grosse erreur de nos élites.

Ce refus pointe leurs complicités, pointe leur incapacité à penser en termes d'intérêt public authentique. Arque-boutés pour soutenir le passif, la mémoire du système, ils en oublient l'actif, l'éducation, l'investissement, la vie ; bref, ils sacrifient l'avenir.

Le Woodstock des marchés

Marc Fiorentino Morning Zapping 27 janvier 2015

J'ai une étrange impression depuis hier sur les marchés. J'ai l'impression d'être au milieu d'une communauté de hippies sous substances hallucinogènes qui répondraient à chaque mauvaise nouvelle par un "Cool!". C'est Woodstock version capitaliste. Tsipras, l'Ukraine, la Russie ? "Cool bro, tu fais tourner ?"...

HAUSSE DES BOURSES ET DE L'EURO

Il y a encore quelques mois, l'hypothèse d'une victoire écrasante de la gauche radicale en Grèce aurait provoqué un séisme sur les marchés. Et hier on a eu non seulement la Grèce, mais aussi la tension en Ukraine et pour couronner le tout la dégradation de la dette russe au niveau junk, c'est-à-dire obligation pourrie. Mais [rien n'a entamé l'euphorie des marchés](#).

L'EXPLICATION ?

Les marchés sont sous anesthésie générale ou plutôt sous dose massive d'euphorisants. Ils ne sentent plus aucune douleur et voient tout en rose grâce à la Banque Centrale Européenne et son chef dealer Mario Draghi. Il suffisait pour s'en convaincre de voir les taux d'emprunt des États européens à 10 ans. Encore des records incroyables hier : [0.35% pour l'Allemagne](#), la France largement en dessous des 0.60%, l'Italie à 1.45%, l'Espagne à 1.35%. On se croirait à Woodstock avec des traders qui ont abusé de substances hallucinogènes.

BONNE NOUVELLE ?

Oui. Il vaut mieux ça qu'un krach. Et l'avantage c'est qu'avec ces taux d'emprunt là on peut continuer à faire n'importe quoi sans être pénalisé. On peut même faire croire que la loi Macron est la révolution structurelle dont la France avait besoin pour libérer sa croissance grâce à des autocars qui vont pouvoir rouler 12 dimanches par an au lieu de 5, mais après autorisation obligatoire des maires. Draghi a supprimé la douleur mais tous les médecins vous diront que la douleur est utile, elle sert d'alarme ou de système d'avertissement. Nous n'avons plus d'alarme.

TSIPRAS ATTAQUE FORT

en s'alliant avec la droite souverainiste pour avoir la majorité absolue. Rappelons juste qu'il n'a pas les moyens de sa politique et qu'il dépend

pour vivre de l'argent européen. Si l'Europe ne lui donne pas d'argent, la Grèce est en faillite.

LA GRÈCE TOUJOURS

Demis Roussos est mort. 68 ans. Je pensais qu'il était plus âgé que ça. Un F16 Grec s'est écrasé. 12 morts dont 8 Français.

MACRON SUPER STAR

La presse en a fait sa vedette du mois. Certains journaux sont allés chercher ses copains de maternelle qui racontent qu'il savait déjà compter en Grec à 4 ans. Il faut dire qu'il sortait déjà à l'époque avec sa maîtresse.

70 ANS

Libération du camp d'Auschwitz Birkenau. Comme le dit le Parisien en couverture : "N'oublions jamais".

COÏNCIDENCE

C'est le même jour que JM Le PEN a échappé aux flammes dans sa maison. Je me suis demandé si ça se faisait de dire "dommage" , mais j'ai finalement renoncé à l'écrire . Un détail de l'histoire...

NEW YORK NEW YORK

Tempête de neige...du siècle. On vit vraiment une époque de dingues.

DÉGRADATION DE LA DETTE RUSSE

La Russie est repassée pour la première fois depuis dix ans en dessous d'un "investment grade". Sa dette est officiellement devenue "junk", pourrie. S&P considère que l'effondrement du pétrole et les sanctions rendent le remboursement de la dette difficile.

J-100

Dans 100 jours auront lieu les élections législatives en Angleterre et rien n'est joué. La Grande-Bretagne elle aussi est sortie de la période à deux partis. Le Labour et les conservateurs représentaient 97% des voix en 1951, il auront à peine 60% en mai. Les clés du scrutin sont peut-être entre les mains du parti d'extrême droite UKIP .

LE PATRON DE MATTEL SE FAIT KEN

Je sais, ce n'est pas très classe mais je n'ai pas pu m'en empêcher. Du fait de la chute de résultats du fabricant de Barbie au quatrième trimestre, le patron de Mattel s'est fait virer.

VOILÀ C'EST TOUT

BONNE JOURNÉE

MAY THE FORCE BE WITH YOU

Encore un effort !

Jacques Attali Paru dans L'Express | Publié dans Géopolitique - 26 janvier 2015

Encore un effort !

Comme toujours, après un choc, on réagit ; et la France a réagi.

Magnifiquement. Émotionnellement, socialement, politiquement. Elle a manifesté. Elle a commémoré. Elle a décidé, avec raison, d'être plus ferme encore face au terrorisme ; de se donner plus de moyens en termes de sécurité, de surveillance, et d'enseignement de la laïcité. Mais on est très loin encore de tout ce qui doit être fait.

L'essentiel, même, reste à faire : Il faut pour le réaliser de comprendre que la violence découle très largement des frustrations et des incompréhensions qui bloquent l'intégration et non pas d'un soit disant refus d'intégration de certains de nos concitoyens aux valeurs de la société française. La modernité est le désir de tous, et les Français, les jeunes en particulier, ne cherchent autre chose que quand elle ne leur est pas proposée.

Alors quoi sert-il d'être ferme contre les délinquants si 50% des jeunes des quartiers n'ont pas d'autres débouchés que les trafics ? A quoi sert-il d'enseigner la laïcité si elle ne fournit aucune réponse aux besoins de chacun de se réaliser et si elle n'apparaît trop souvent aux laissés pour compte du savoir et du succès que comme l'idéologie du vainqueur imposée au vaincu ?

Et le pays doit comprendre que l'essentiel réside dans la lutte contre la ségrégation dont souffrent tous les plus faibles : Au moment où le pays semble basculer à droite, la réponse est à gauche.

Trois chantiers oubliés, dont je parle ici et ailleurs depuis des années, sont, en plus de la fermeté policière, maintenant clairement prioritaires.

- La politique de la ville : regrouper les communes, installer les mairies des communes regroupées dans les quartiers les plus difficiles supprimer les départements, réorienter les moyens des uns et des autres, et ceux de Pôle emploi vers l'animation des quartiers et l'incitation à la création d'entreprises par les chômeurs.

- L'orientation à l'école : enseigner en priorité à tous à lire, écrire parfaitement le français ; cesser de renvoyer systématiquement les enfants des quartiers vers les lycées techniques et les filières courtes ; pour cela totalement repenser l'orientation, et d'abord revaloriser le métier de l'orientation, aujourd'hui confié pour l'essentiel à des gens qui n'ont pas été formés pour cela et qui n'ont pas l'obsession de favoriser la mobilité sociale, comme ils devraient l'avoir. Cela passe aussi, comme je le répète depuis si longtemps, par des relations plus étroites entre parents et maitres et le développement d'internats, partout dans le pays, en particulier pour les enfants dont les parents n'ont pas les moyens de leur fournir l'espace et la tranquillité nécessaire pour étudier. En particulier pour les jeunes filles, victimes principales de tout cela.

- La formation permanente : rattraper après l'école ceux que l'école n'a pas su retenir ; ils sont sans doute aujourd'hui plus de 3 millions et forment l'essentiel des chômeurs de longue durée. Et pour cela, réorienter la formation permanente vers les chômeurs ; et donc, d'urgence, remettre en question la loi qui vient d'entrer en vigueur et qui ne consacre aux demandeurs d'emplois que 3% des sommes disponibles.

Qu'on ne dise pas qu'on n'a pas d'argent pour tout cela : on gaspille plus de 40 milliards dans l'aide au logement, plus de 30 milliards dans la formation permanente, et plus encore dans les doublons administratifs. Il y a là largement assez pour lancer tous ces projets, qui seront, accessoirement, des facteurs de croissance pour le pays.

De fait, ces trois chantiers forment un tout : si, en France, on a si bien réussi notre politique démographique, c'est parce qu'on suit l'enfant depuis bien avant sa naissance jusqu'à son entrée à l'école. Il faut réussir aussi bien notre politique démocratique, c'est-à-dire avoir en tout l'obsession de la justice sociale, et donc de la mobilité sociale. C'est un formidable projet de société. Nous pouvons le réussir. Nous le devons ; au moins en souvenir de ceux qui ont payé de leur vie nos négligences, en matière de sécurité comme d'intégration.

Notre Etat, tel Chronos, mange ses enfants

Denis Ettighoffer Institut des Libertés 27 janvier 2015

Comment vivre dans un Etat juge et parti, gourmand de l'argent gagnée par ses nationaux jusqu'à les écœurer !? Comment respecter un Etat qui n'hésite pas à rompre un contrat qui tout à coup ne lui convient plus.

La dénonciation de la concession des portiques pour le relevé des Ecotaxes avec des millions perdus et des centaines de chômeurs supplémentaires, celle de la concession des autoroutes supposée être, soudain, un eldorado financier perdu, ne sont que les affaires les plus visibles dans l'actualité du moment. Les promesses non tenues, les contrats léonins sources de chicanes invraisemblables, les commandes remises en cause sans pouvoir obtenir de simples compensations, le droit du travail bafoué quand ce n'est pas le droit tout court. Il faut être un familier des couloirs des pouvoirs pour avoir une vision globale des nombreux manquements à la confiance auxquels un Etat de droit ne devrait pas déroger.

Les citoyens, entreprises et contribuables sont piégés dans le maquis de la multiplication et des modifications des lois. Lois toujours plus favorables à un Etat tout puissant et impécunieux, partenaire sans parole qui traumatise inutilement le corps social et économique depuis des années. Pour cela le gouvernement n'a jamais hésité à tordre le cou à des lois édictées quelques années et mêmes des mois auparavant. Les modifications permanentes des lois fiscales ou des politiques du logement ainsi que l'invention permanente de taxes nouvelles sont devenues historiques, tout comme la complexité des réglementations du travail et des salaires. Ce mouvement brownien aux multiples effets pervers a pris une telle ampleur que le gouvernement a du faire voter une loi – encore une !- (sic) qui engage l'Etat à abandonner l'utilisation (scandaleuse !) de la rétroactivité pour changer des règles qui lui apparaissaient, à un moment, moins favorables pour lui-même.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, cette loi n'est pas pour rendre service à nos entreprises, ni aux contribuables, non; c'est parce que les pouvoirs publics ont réalisé la mauvaise image de marque que cela donnait de la France alors que de plus en plus de sièges sociaux déménageaient à l'étranger. Une promesse dont je doute qu'elle tiendra longtemps. Dans une économie administrée on ne change pas une addiction qui, de plus, n'est

jamais sanctionnée.

Mais si l'Etat sans foi ni loi est un mauvais perdant, il sait aussi tirer le meilleur parti de sa force... heu, comment dire ?... de persuasion. Nous sommes quelques-uns à n'avoir pas oublié que les 35 heures, réservées dans un premier temps aux secteurs concurrentiels, ont été octroyées ensuite au secteur public, ce qui a permis de constater l'embarras de responsables au Ministère du Travail où l'on pratiquait depuis longtemps les ... 32 heures ! La gauche y a vu une manière indirecte d'offrir un avantage à sa clientèle électorale sans en mesurer l'impact sur les organisations concernées. Voyez-la rétropédaler maintenant qu'elle a réalisé les effets pervers des comptes d'épargne temps octroyés généreusement. Voici les mêmes, de retour avec le compte pénibilité. Les fonctionnaires et assimilés vont réclamer leur dû... Songez aux personnels hospitaliers, eux aussi ont des métiers pénibles et pourquoi pas d'autres !? Imaginez maintenant les effets des décomptes correspondants tout aussi généreux qui vont venir compléter des régimes spéciaux déjà inéquitables. Des régimes spéciaux datant des années 40, à la fin de la guerre et qui devaient, selon les pouvoirs publics de l'époque, rester « provisoires ». Là encore Paroles... Paroles! Des régimes qui puisent de plus en plus dans les caisses des retraités du régime général mises désormais en danger. *Partout le constat est le même, la sphère publique et assimilée, clientèle privilégiée de certains élus et membres du gouvernement, capte de plus en plus de richesses au détriment de la sphère privée*^[1]. Bien que plus productive, celle-ci s'anémie, ne peut plus investir, réduit le nombre de salariés et les met en situation sans cesse plus précaire. Tous ceux qui le peuvent tentent de se sauver en délocalisant ou en entrant d'une façon ou d'une autre dans cette sphère de la France protégée sans réaliser que cela enfonce encore plus la barque de nos finances.

Je suis absolument convaincu qu'une grande majorité de français n'a absolument pas conscience de l'impitoyable chasse des grosses têtes de Bercy pour alimenter le monstre étatique qu'est devenu **notre Etat, qui tel Chronos, mange ses enfants**. À la fin du troisième trimestre 2014, la dette publique de la France s'établissait selon l'Insee à 2031,5 milliards d'euros, soit une hausse de 96 milliards en un an^[2]. Cette année encore, et malgré la très faible inflation, c'est la progression des tarifs des services publics (Poste-Gaz- EDF- Transports urbain – SNCF) qui pèsera sur le porte-monnaie des ménages. L'engagement de Bercy (un de plus) de ne plus augmenter les

impôts aura simplement été contourné par l'augmentation des tarifs des services publics. Et, contrairement à ses promesses, ce monstre qu'est la sphère publique augmente encore ses effectifs malgré la disette alors que les comptes du pays continuent à se dégrader, comme l'emploi, d'ailleurs ! Tous les serments de rigueur et d'économies n'ont apparemment engagé que ceux qui y ont cru. Et tout le monde trinque. Lorsque les pouvoirs public annoncent qu'ils vont réduire leur délais de paiement aux entreprises, leurs services trouvent comme astuce de retarder, par toutes sortes de mauvaises raisons, la date de rendez-vous de la réception des travaux ou des études commandées qui lance le délai du règlement. Du coup, il augmente plus qu'il ne se réduit !

Je ne crois pas que cela soit une démarche « anti Etat » que de refuser l'immission croissante des pouvoirs publics dans les affaires privées. Je ne crois pas « anti-fonctionnaires » de remettre en question des situations de monopoles de services de l'Etat qui font concurrence aux entreprises privées dans de multiples domaines. Je ne crois pas que cela soit « anti démocratique » que de dénoncer le refus des élus de remettre en question les statuts de la fonction publique datant d'une autre époque, surtout en ces temps de vaches maigres. Enfin, je ne crois pas malsain de clarifier et réajuster les modèles économiques de l'Etat providence inventés il y a plus d'un demi-siècle. Imaginez un instant que d'autres pans de nos activités sociales et économiques soient restées en l'état, figées depuis les années 40 : où croyez-vous qu'en serait votre France, Messieurs les « Toujours plus » !? *Au final, qui acceptera de plaider pour une loi sur la subsidiarité qui donnerait au secteur privé le droit de supplanter un service public chaque fois qu'il lui est possible de le fournir à coût et efficacité au moins équivalente !?*

NOTES :

[1] Les activités de la sphère publique pèsent désormais 57% du PIB contre 52% en 2007

[2] Notre dette a triplé en vingt ans (680 milliards en 1995) et doublé en dix ans (1 025 milliards en 2003). Elle s'élève aujourd'hui à 30 770 euros par habitant, contre 12 000 euros en 1995. En pourcentage du PIB, la dette publique atteint 95,2%. On peut y trouver une explication en étudiant l'écart des dépenses publiques entre la France et de l'Allemagne

Les pauvres, mal aimés des banques centrales

Michel Santi janvier 2015

L'expérience inédite et quasi révolutionnaire de la Réserve fédérale américaine touche à sa fin. Cette institution courageuse et avant-gardiste qui, aux lendemains de l'implosion immobilière des subprimes et suite à la déconfiture retentissante de Lehmann, avait ramené ses taux à zéro avant de se lancer à corps perdu dans les baisses de taux quantitatives est désormais sur le point de normaliser sa politique monétaire. Pour solde, c'est des milliers de milliards de dollars qui auront été émis par la Fed pour acheter des Bons du Trésor et des titres immobiliers dans l'objectif de relancer le crédit, la dépense, l'investissement et – en finalité – la confiance et l'emploi.

Pourtant, les actions déterminées de la Fed – dont les effets collatéraux furent d'enrichir davantage les riches – auraient pu être bien plus efficace pour l'ensemble des acteurs économiques si elle s'y était pris autrement : en donnant directement l'argent à sa population. Ces trillions de dollars créés par la Réserve fédérale US, qui se sont principalement logés dans le système financier et investis sur les marchés boursiers, n'auraient-ils pas été plus bénéfiques pour l'économie réelle en ayant été destinés directement au contribuable ultime ? Une étude conduite par Mark Blyth, Professeur à la Brown University aux Etats-Unis, a effectivement révélé que l'ensemble de cette création monétaire – mais canalisée vers les citoyens – se serait traduite en une somme de 56'000 dollars reçue par chaque famille américaine ! Ainsi, au lieu d'engraisser une finance toujours plus vorace, au lieu de contribuer à créer une nouvelle bulle boursière et au lieu de propulser à nouveau le marché immobilier aux fondements même de la crise, cette enveloppe aurait pu bénéficier au consommateur de base américain, qui contribue à lui seul à hauteur de 70% du P.I.B. de son pays.

Les risques inflationnistes découlant de cette création et de ce don de liquidités seraient parfaitement maîtrisés. En effet, la banque centrale serait en mesure de fermer le robinet de ces liquidités en cas d'alerte ou de menace sur la stabilité des prix. En outre, les quantités créées par la Réserve fédérale seraient nettement moindres car elles n'auraient pas à passer par le tamis du système bancaire qui en conserverait la portion la plus importante, mais seraient destinées à une population qui en tirerait un profit immédiat. Par ailleurs, un effet optimal pour l'économie serait atteint en privilégiant les ménages modestes et la classe moyenne comme bénéficiaires de ces dons amenés à être entièrement recyclés dans les rouages économiques, au lieu

d'en faire bénéficier les plus aisés ayant naturellement tendance à épargner, voire à jouer en bourse. C'est enfin un peu d'inégalités qui seraient résorbées – tout en douceur du reste-, car ces sommes destinées aux moins aisés ne seraient pas prélevées aux riches dans le cadre d'un processus de redistribution agressif, mais tout bonnement créées par une banque centrale qui, pour une fois, ferait usage de son pouvoir et de ses prérogatives dans l'intérêt du citoyen de base.

Ces idées ne sont pas nouvelles: elles ont été énoncées en d'autres temps, en d'autres lieux et en d'autres circonstances par Keynes et ensuite par Friedman. Elles sont techniquement réalisables, économiquement viables, et moralement souhaitables en temps de récession. Elles n'ont cependant jamais été appliquées car – hier comme aujourd'hui – elles rencontrent l'opposition catégorique, virulente et dédaigneuse de celles et ceux qui – au sommet de la pyramide – balaient d'un revers de main toute tentative de rendre la vie un peu moins pénible à celles et ceux qui – plus bas, voire bien plus bas encore – sont priés de verser du sang et des larmes.

[Le message d'espoir de SYRIZA](#)

Par [Jacques Sapir](#) 26 janvier 2015

Syriza a donc vaincu et obtient 149 sièges. Alexis Tsipras, son charismatique dirigeant, est le grand triomphateur des élections de ce dimanche 25 janvier. Beaucoup de gens se sont réjouis, dont chez certains avec une impudeur outrancière. On a vu ainsi des dirigeants du PS français, n'est-ce pas MM. Cambadélis et Désir, qui il y a deux ans encore établissaient un véritable blocus à l'égard de Syriza voler au secours de la victoire. Il y a des gens « sans vergogne » comme l'on dit dans le midi de la France... Il est vrai que la défaite des « socialistes » grecs du PASOK est exemplaire (moins de 5% des suffrages) tout comme est clair la gifle donné à la droite libérale de la Nouvelle Démocratie (deux mensonges pour un seul titre). Mais, cette victoire ouvre surtout une nouvelle séquence politique pour la zone Euro.



Que fera Syriza ?

Le programme de Syriza n'est nullement révolutionnaire. Mais dans le contexte de la Grèce aujourd'hui il marque une véritable rupture. Dans le domaine social, il prévoit, une hausse du salaire minimum à 750 euros (contre moins de 600 actuellement), un 13e mois pour les retraites de moins de 700 euros et un relèvement du seuil annuel de revenus imposables pour les particuliers, abaissé à 5 000 euros, et qui s'établirait désormais à 12 000 euros. Le coût de cet ensemble de mesures est estimé par Syriza à un peu moins de 12 milliards d'euros. Mais, le point essentiel est que Syriza se déclare opposé à payer environ les deux tiers de la dette publique grecque. C'est là que le conflit potentiel avec les institutions européennes pourrait se concentrer. Car, les autorités européennes sont en fait plus sensibles à la question de la dette grecque qu'à celle de mesures macroéconomiques, mesures qui apparaissent largement inévitable.

Il est évident que la Grèce ne peut porter sa dette publique, qui ne cesse de s'accroître non pas en raison du déficit budgétaire (hors dette) mais du fait du poids des intérêts. Ceci est connu des économistes depuis la fin de 2009. Il convient donc d'annuler une large partie de cette dette, ce que de nombreux économistes disent. Mais, cette annulation va poser problème par rapport aux institutions européennes qui détiennent de fait (via la BCE, le Fond Européen de Stabilité Financière ou FESF et le Mécanisme Européen de Stabilité ou MES) une large partie de cette dette. Si la Grèce faisait défaut (ou répudiait tout ou partie de sa dette) cela imposerait une contribution financière aux contribuables de la zone Euro, sauf si la BCE acceptait de reprendre ces titres, et devenait dans les faits ce que l'on appelle une « bad bank » ou une structure chargée de porter des titres qui n'ont plus aucune valeur (ce que l'on appelle une « structure de défaisance »). Mais, une telle solution

compromettrait gravement l'existence de la zone Euro. On comprend alors pourquoi les différents gouvernements, et les gouvernements allemand et français, sont contre une telle solution. Ils proposeront sans doute au gouvernement grec de surseoir aux paiements, tant du principal que des intérêts, pour une période pouvant aller de 5 ans à 20 ans. Mais le gouvernement grec n'a aucun intérêt à accepter ce « moratoire » pour une période de moins de trente ans.

Le conflit entre la Grèce et les pays de la zone Euro apparaît inévitable. La volonté du gouvernement Grec de refuser le plan « d'aide » (qui porte mal son nom puisqu'une grande part des sommes – 77% - est allée aux banques européennes) ainsi que la tutelle de la « Troïka » (la BCE, le Fond Monétaire International et la Commission Européenne) constituent ici une position de principe pour Athènes. On voit mal Alexis Tsipras transiger sur cette question.

De la discorde chez l'adversaire.

Dans ce conflit, il est clair que l'ennemi (ici les pays de la zone Euro) est divisé. Les français veulent éviter un choc budgétaire (par la matérialisation des procédures fédérales sur le FESF et le MES) et seraient partisans de transformer la BCE en une structure de défaisance. L'Allemagne s'y oppose absolument. La France et l'Italie pourraient soutenir une certaine expansion de la politique budgétaire grecque, ce qui est une autre pomme de discorde avec l'Allemagne. Sur le fond, l'Allemagne, mais on l'oublie souvent, la Finlande et l'Autriche, campe sur la position qu'un accord ne peut être renégocié, même si des arrangements sont possibles sur les conditions de cet accord. En réalité, le problème dépasse la Grèce. Si cette dernière obtient de nouvelles conditions, cela validera la stratégie de *Podemos* en Espagne, parti nouvellement créé qui est en pleine ascension, mais aussi celle du *Movimento 5 Stelle* de Beppe Grillo, en Italie. C'est surtout cela qui effraie les dirigeants allemands.

La politique qui sera adoptée en définitive tiendra plus compte des effets induits par le succès de Syriza (sur l'Espagne et l'Italie) que des mesures concrètes qui pourraient être prises à Athènes. Or, si l'Allemagne (et ses alliés) veulent stopper la contagion, elle doit faire preuve de fermeté. Mais, cette fermeté peut justement précipiter la crise entre la Grèce et la zone Euro.

Le choix de Tsipras

Tout ceci se résume en réalité au choix d'Alexis Tsipras. Il peut décider d'aller à l'affrontement avec les institutions européennes, fort de sa légitimité, comme il peut décider de commencer dès à présent à transiger. Cette seconde hypothèse le condamne à mort politiquement. C'est pourquoi, en dépit des espoirs de nombre d'européistes, elle n'apparaît pas très réaliste. On a dit, dans ce blog, qu'une trahison de plus serait une trahison de trop. Alexis Tsipras le sait parfaitement. Il a choisi le lundi 26 de s'allier avec les « Grecs Indépendants », et non avec « To Potami », petit parti centriste né de la décomposition du PASOK. Les « Grecs Indépendants » sont un parti souverainiste de droite, correspondant peu ou prou aux positions exprimées en France par Nicolas Dupont-Aignan. Il a donc une majorité au Parlement grec et surtout il affiche un choix très clair d'une politique de fermeté dans ses relations futures avec les institutions européennes.

C'est un choix important. En acceptant de transiger sur des réformes sociétales pour mettre au premier plan la question de l'affrontement avec les institutions européennes, Alexis Tsipras montre quelles sont ses priorités, prouve son absence de sectarisme, et envoie un message clair aux peuples européens. **La question fondamentale est donc bien celle de la souveraineté et cela conditionne les alliances qui peuvent être passées.**

Ce message est un message d'espoir.

Un message digne d'émulation.

Europe – Etats Unis : l'heure de la grande dépression a sonné !

James Bradford DeLong / Professeur d'économie | Le 03/09/2014

L'économie nord-atlantique a du mal à surmonter ses multiples crises financières. De nombreuses pertes de revenus sont encore à prévoir.

Nous avons d'abord eu la crise financière de 2007. Puis la crise financière de 2008. Ensuite, le ralentissement économique de 2008-2009. Enfin, à la mi-2009, cette crise a pris le nom de « Grande Récession ». Lorsqu'à la fin 2009, le cycle économique a pris une trajectoire ascendante, le monde a poussé un

soupir de soulagement collectif. Nous n'aurions pas, pensions-nous, à passer à la prochaine étiquette qui contiendrait inévitablement la tant redoutée lettre D.

Mais ce sentiment de soulagement était prématuré. Contrairement aux affirmations des politiciens et de leurs principaux collaborateurs prétendant que « l'été de la reprise » était là, les Etats-Unis n'ont pas connu une reprise en V, comme cela avait été le cas après les récessions de la fin des années 1970 et du début des années 1980. Et l'économie américaine continue à stagner bien en dessous du niveau de croissance observé précédemment. En fait, de 2005 à 2007, le PIB américain réel (ajusté en fonction de l'inflation) n'a progressé que d'un peu plus de 3 pour cent par an. Durant le creux de 2009, ce chiffre était plus bas de 11 pour cent – et a depuis baissé de 5 pour cent de plus.

La situation est encore pire en Europe. Au lieu d'une faible reprise, la zone euro a fait l'expérience d'une deuxième période de contraction à partir de 2010. Au pire du ralentissement, le PIB réel de la zone euro s'élevait à 8 pour cent de moins que la tendance de 1995-2007 ; aujourd'hui, il a chuté de 15 pour cent de plus.

Les pertes de production cumulées par rapport aux tendances de 1995-2007 s'élèvent aujourd'hui à 78 pour cent du PIB annuel des Etats-Unis, et à 60 pour cent de celui de la zone euro. Il s'agit là d'une incroyablement importante perte de revenus – bien pire qu'attendu. En 2007, personne n'avait anticipé la baisse des [taux de croissance](#) et de la production potentielle que les agences d'analyse politique et statistique incorporent à présent dans leurs estimations.

De nouveaux chocs baissiers

A partir de 2011, il était évident – du moins pour moi – que la Grande Récession n'était plus une appellation pertinente. Il était temps de commencer à qualifier cet épisode de « moindre dépression ». Mais l'histoire ne s'achève pas là. Aujourd'hui, l'économie nord-atlantique est confrontée à deux nouveaux chocs baissiers.

Le premier, comme l'a noté Lorcan Roche Kelly de l'Agenda Research, a été évoqué par Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne, qui s'est affranchi du texte préparé lors d'un récent discours. Draghi a commencé par reconnaître qu'en Europe, l'inflation avait baissé, de près de 2,5 pour cent à la mi 2012 à 0,4 pour cent aujourd'hui. Il a ensuite indiqué qu'il n'était plus possible de présumer que les moteurs de cette tendance – dont la baisse des prix des aliments et de l'énergie, un chômage élevé et la crise en Ukraine – étaient de nature temporaire.

En fait, l'inflation baisse depuis si longtemps qu'elle menace la stabilité des prix – et les anticipations concernant l'inflation ne cessent de reculer. Le swap à 5 ans – l'indicateur habituellement utilisé pour définir l'inflation de moyen terme – a baissé de 15 points de base depuis la mi 2012, juste sous 2 %. De plus, comme l'a noté Draghi, les [taux réels](#) à court et moyen termes ont augmenté, contrairement aux taux à long terme, en raison d'un déclin du taux d'intérêt nominal à long terme qui s'exerce bien au-delà de la zone euro.

Un coût exorbitant pour l'économie nord-atlantique

Que Draghi ait ensuite déclaré que le conseil des Gouverneurs de la BCE « utilisera tous les outils nécessaires non conventionnels », pour garantir la stabilité des prix et ancrer les anticipations relatives à l'inflation à moyen terme, est révélateur. Prétendre que la zone euro est sur la voie de la reprise économique n'est plus de mise ; la seule manière réaliste de lire les [marchés financiers](#) est de s'attendre à une récession en triple creux.

Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale américaine (Fed), sous la présidence de Janet Yellen, ne se demande plus s'il est utile ou non de cesser les rachats d'actifs à long terme et de relever les taux d'intérêt jusqu'à un rebond de l'emploi. Au contraire, en dépit d'une reprise de l'emploi ou d'une augmentation notable de l'inflation, la Fed a déjà réduit l'achat d'actifs et se demande quand, et pas s'il est nécessaire, de relever les taux d'intérêt.

Il y a un an et demi, ceux qui s'attendaient, pour 2017, à un retour à la

croissance potentielle – quelle qu'elle soit – ont estimé qu'en fin de compte, la Grande Récession aura eu un coût pour l'économie nord-atlantique équivalent à 80 pour cent du PIB sur un an, soit un manque à produire de 13.000 milliards de dollars. Si une telle reprise sur cinq ans devait s'opérer aujourd'hui – un scénario extrêmement optimiste – il faut s'attendre à des pertes de revenus de près de 20.000 milliards de dollars. Si, selon le scénario le plus probable, les performances économiques sur les cinq prochaines années sont identiques à celles des deux dernières années, il faut prévoir une perte massive de revenus, de l'ordre de 35.000 milliards de dollars.

Quand admettrons-nous qu'il est temps d'appeler par son vrai nom ce qui est en train de se produire ?

J. Bradford DeLong, ancien sous-secrétaire du Trésor américain, est professeur en sciences économiques à l'université de Californie à Berkeley et chercheur associé du Bureau national de recherche économique.

«Si la Grèce disparaissait, on ne s'en apercevrait même pas»

René Vézina LesAffaires.com Publié le 26/01/2015



Alexis Tsipras, du parti Syriza, gagnant du scrutin en Grèce. Photo: Bloomberg

BLOGUE. L'élection de la gauche radicale, en Grèce, ne constitue plus un événement significatif au plan économique.

«Si la Grèce disparaissait, on ne s'en apercevrait même pas!»

Cette opinion lapidaire – et il n'est pas seul à penser ainsi – est celle du réputé économiste français Patrick Artus, directeur de la recherche et des

études de la **Banque Natixis**. Il était de passage à Montréal lundi pour rencontrer une vingtaine de gestionnaires de portefeuille qui recourent aux services d'analyse de la société française.

Ce n'est pas qu'il minimise la portée politique du choix que viennent de poser les Grecs. Après tout, les six années d'austérité sévère à laquelle ils sont été soumis devaient tôt ou tard provoquer une réaction. Mais dans le grand ordre des choses, la Grèce ne pèse pas lourd dans le paysage économique européen. Les exportations du reste de l'Europe vers la Grèce ne représentent que 0,7 % du total, et sa part du PIB dans l'ensemble européen est à peine plus élevée.

Le seul fait que les marchés boursiers aient à peine bronché lundi montre qu'on est loin des frayeurs que provoquait encore, il y a à peine trois ans, la perspective de l'élection du parti Syriza, opposé aux politiques d'austérité et à l'obligation du remboursement des créances contractées par la Grèce pour éviter la faillite.

L'Europe peinait encore à émerger de la récession, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, même l'Italie cherchaient à se redresser. On craignait un effet domino si la Grèce était pour s'écrouler.

De gros nuages planent encore sur l'Union européenne mais le pire est passé. La seule chute des prix du pétrole va rajouter cette année 1 % au PIB européen. Les ménages et les entreprises vont de partager à parts égales cette aubaine. Le spectre d'une nouvelle récession globale est oublié.

Dans ce contexte, le cas de la Grèce ne pèse plus aussi lourd. Il peut surgir des tensions, des pays comme la Finlande ou l'Irlande ont déjà indiqué leur opposition à alléger la dette que la Grèce doit rembourser à ses partenaires européens qui, avec le FMI et la Banque centrale européenne, lui ont avancé 240 milliards d'euros (environ 350 milliards de dollars canadiens) pour surnager. Et c'est sans compter le reste de son endettement qui équivaut à 175 % de son PIB.

Renégocier les paiements ? Peut-être. Les rééchelonner ? Possible. Les effacer ? Ce serait surprenant. L'exemple pourrait inspirer d'autres états mal en point. On ne voudra pas créer de précédent. Dans cet univers, la pitié est toute relative.

Le parti Syriza veut rétablir les rentes de retraite mises à mal, réembaucher

des dizaines de milliers de fonctionnaires congédiés, remonter le niveau du salaire minimum... mais il lui faudra de l'argent, et la lutte à l'évasion fiscale endémique en Grèce prendra du temps.

Au-delà de l'euphorie qu'a suscitée son élection, dans les faits, sa marge de manœuvre est mince et son rapport de forces minimal. C'est malheureux, mais faute de moyens, les Grecs risquent de ne pas voir de gros changements à court ou moyen terme dans cette austérité qu'ils ont tant décriée.